

Controverses et tensions autour des transitions écologiques : pour une approche infocommunicationnelle

Au cours des dernières années, la métaphore de la « transition », qui évoque le passage, *a priori* doux et sans accroche, d'un état à un autre, a pris une place grandissante dans les discours tant médiatiques que scientifiques portant sur l'évolution des sociétés humaines. Au-delà de l'apparente paisibilité qui y est associée, ce terme apparaît souvent en lien avec des problématiques chargées de tensions et de controverses assez vives, qu'elles soient liées à l'écologie et l'habitabilité de la planète, à la politique énergétique, voire même à l'évolution de nos modèles de protection sociale ou à l'évolution de nos outils de communication (lorsque l'on parle de transition numérique des sociétés). C'est cette apparente contradiction entre un imaginaire de l'évolution douce, du changement naturel d'état, et des vives tensions que ces changements suscitent dans le corps social que ce livre tente d'élucider en présentant différents travaux de recherche issus des champs de l'information et de la communication, et plus largement des sciences humaines et sociales en se focalisant sur la sphère environnementale et énergétique.

Le *Dictionnaire critique de l'anthropocène* (2020, p. 780) reprend de Chabot (2015) l'idée que nous sommes entrés dans « l'âge des transitions », défini comme une « reconfiguration fondamentale du fonctionnement et de l'organisation du système, face à une situation de basculement ». Mais la notion de transition écologique, à la différence d'autres comme « transition démographique », n'indique pas tant un phénomène qu'une « intention », un « mot d'ordre prescripteur de pratiques » (*ibid.*),

utilisé par un large éventail d'acteurs (militants, institutionnels, professionnels, techniques, politiques, scientifiques), tout comme pour le cas de la « transition numérique ».

Comme cette dernière, la transition écologique décrit un processus de « transformation au cours duquel un système passe d'un régime d'équilibre à un autre » ((Bourg et Papaux 2015, p. 780), cité par (Monnoyer Smith 2017)). Le terme est lié particulièrement au mouvement des « villes en transition » et au *transition network*, un mouvement initié par Rob Hopkins en Angleterre en 2005. Plus largement, la notion de transition est devenue une de ces « formules » (Krieg Planque 2010) utilisées aujourd'hui dans les discours qui traitent de la situation écologique, de ses conséquences et des perspectives d'action dans les sphères politique, médiatique, économique, sociale, spirituelle, culturelle (et scientifique, avec les recherches récentes sur les *sustainability transitions*). Cette formule indique un ensemble complexe de valeurs, notions scientifiques, projets, projections, actions et pratiques qui ont affaire avec le passage de l'état actuel vers une condition plus « soutenable », durable et désirable pour les humains et le vivant, remplaçant ainsi en partie la sémantique du développement durable (Theys 2020), et en impliquant aussi « la résorption des inégalités sociales ou des injustices environnementales » (*Dictionnaire critique de l'anthropocène*, 2020, p. 780), comme le rappelle la notion de « transition juste » présente aussi dans le texte de l'accord de Paris sur le climat. En France et en Espagne existent par exemple des ministères de la Transition écologique, même si les dénominations évoluent rapidement.

Les connotations positives, dynamiques et prometteuses de ce type d'expressions (différentes de celles d'autres expressions comme l'effondrement, avec donc un potentiel d'euphémisation) aident certainement la diffusion et l'utilisation de ces formules. Différents acteurs s'approprient donc cette expression dans des logiques et des perspectives différentes, comme celles des politiques publiques de long terme, celle des associations et mouvements orientés vers les biens communs (*commons*) et le local, ou encore celle des grandes entreprises (et plus particulièrement dans le secteur de l'énergie). La transition permet de construire un cadre positif, lié au discours de l'innovation, du *design thinking*, de la participation, etc. Cette diversité et cette hétérogénéité – qui ne nient pas l'existence d'un « air de famille » entre les différents usages – interrogent la recherche en information et communication ou encore en analyse de discours.

De son côté, l'expression « transition énergétique » est définie par le World Energy Council (2014) comme « a significant structural change in an energy system ». La transition actuelle vers les énergies renouvelables est la dernière transition énergétique en date, et elle est guidée directement par la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, à l'époque de la crise climatique et environnementale globale

en cours. Pourtant, comme le rappelle le *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, « la transition énergétique n'est pas déterminée dans ses solutions, ni dans les modalités de sa mise en œuvre » (2020, p. 783). Différents modèles et perspectives se croisent, plus ou moins radicaux, et qui intègrent plus ou moins les enjeux écologiques. De ce point de vue, la transition énergétique et ses enjeux « interrogent notre rapport à la Terre » (*Dictionnaire critique de l'anthropocène* (2020), p. 784) et donc l'autodéfinition des sociétés. Là aussi, il y a matière pour les travaux en sciences de l'information et de la communication (Gilbert *et al.* 2019) et plus largement en sciences humaines et sociales.

Cet ouvrage, issu d'un colloque qui s'est tenu à l'Université catholique de Louvain, en Belgique les 16 et 17 décembre 2021, veut interroger les discours et les phénomènes communicationnels liés aux transitions écologiques et énergétiques – nous utilisons explicitement le pluriel pour indiquer la complexité de l'objet en question. Il s'agit de mettre au centre de l'analyse la dimension polémique de la communication qui entoure ces transitions – controverses, polémiques, discussions, débats – et qui mobilise le langage verbal et tout autre type de dispositif sémiotique (notamment les images, fixes et en mouvement). Nous nous plaçons ainsi dans la lignée des travaux qui ont défini et mobilisé avec succès la notion de controverse pour analyser les processus d'évolution sociale, tels que ceux d'Allan Mazur sur la dynamique des controverses technologiques (Mazur 1981), ceux développés à partir de la sociologie pragmatique française (Boltanski et Thévenot 1991 ; Callon *et al.* 2001 ; Latour 2006), ou encore ceux plus récents développés dans le champ de l'information et de la communication environnementale dans le monde francophone (voir par exemple (Carlino et Stein 2019)).

Les transitions et les tensions et controverses qui les concernent sont objet d'appropriation discursive multimodale (textuelle, verbale, visuelle) par des multiples acteurs (Audet 2014). Les sciences de l'information et de la communication sont alors appelées à apporter leur contribution pour mieux comprendre les formes sémiotiques, rhétoriques, narratives, discursives mobilisées dans ces discours. Les controverses qui concernent les transitions sont en effet des puissants « moteurs sémiotiques », qui activent la production et la circulation des discours. La notion de controverse est d'abord un « descripteur » permettant de rendre compte d'un ensemble de situations sociales réelles particulières, qui font exister « les transitions » à partir des activités communicationnelles des acteurs sociaux. En ce sens, les controverses sont avant tout des phénomènes sociaux, des épisodes interactionnels. Comme le note Pierre Lascoumes (Lascoumes 2010, p. 172), « [elles] peuvent être définies comme des séquences de discussion et d'affrontement entre des points de vue divergents sur un sujet ». La controverse est un moment de l'histoire au cours duquel des acteurs confrontent leurs points de vue sur un enjeu de société.

La définition de la controverse comme processus de construction laisse entrevoir un autre objectif qu'elle permet de remplir. Au-delà de son caractère descriptif, elle est aussi un opérateur analytique porteur d'un rapport au savoir expert particulier. Elle permet au chercheur d'analyser la société, de construire un objet d'étude selon un angle particulier et en suivant une méthode définie. Cette méthode est souvent associée à celle du « déploiement des controverses » (Latour 2006, p. 33). Cette posture méthodologique repose sur un fondement de base proche de la posture de « l'acteur-réseau » proposée par Latour, qui « prétend être mieux en mesure de trouver de l'ordre après avoir laissé les acteurs déployer toute la gamme des controverses dans lesquelles ils se trouvent plongés. [...] Autrement dit, la tâche de définition et de mise en ordre du social doit être laissée aux acteurs eux-mêmes, au lieu d'être accaparée par l'enquêteur » (Latour 2006, p. 33). En ce sens, il s'agit de « déplier » certaines controverses particulières afin d'ouvrir certaines « boîtes noires » liées aux discours experts ou profanes sur les « transitions ». Il s'agit de questionner la manière dont experts et profanes interagissent et entrent en dialogue lorsqu'il s'agit de définir les enjeux des transitions.

Un autre objectif de la notion de controverse est davantage normatif et suppose le caractère positif pour la société du déploiement (par les acteurs et par les chercheurs) des controverses dans les différents domaines d'action publique (Callon *et al.* 2011). En ce sens, les controverses sont considérées comme un modèle procédural démocratique caractérisé par la double remise en cause de la délégation des décisions aux scientifiques et aux politiciens. En tant que procédure de décision collective, elles seraient alors « porteuses d'une meilleure articulation entre science et société » (Lascoumes 2002, p.72). Certaines recherches mettent en évidence la manière dont les controverses liées aux questions de transition, en tant que procédure de construction de la décision, en viennent à produire des solutions considérées comme socialement et techniquement « robustes » (par exemple (Andries *et al.* 2004)) ou dotées « d'acceptabilité sociale » (par exemple (Wüstenhagen *et al.* 2007)). Elles questionnent aussi les liens entre évolution du débat dans la sphère publique et médiatique, et évolution des modes de constitution de la légitimité démocratique (Rosanvallon 2008). Parallèlement aux approches classiques centrées sur l'analyse de la participation du public aux décisions démocratiques ou sociotechniques, d'autres questionnent ces notions de robustesse et d'acceptabilité sociale à partir de l'étude des processus de communication ou des processus participatifs ou délibératifs sous-tendant des controverses liées aux questions de transition.

Notons finalement que les controverses environnementales, qui sont au cœur des débats liés « aux transitions », possèdent des caractéristiques particulières : le temps long de leur résolution (Lascoumes 2006 ; Blanck 2016), leur caractère transversal et intersectoriel (Lascoumes 1994) et enfin le changement d'échelle de décision qu'ils

imposent ainsi que leur caractère multiacteurs ((Gouldson 2009) ; voir aussi (Carlino 2018 ; Lits 2020)). Ces caractéristiques en font un terrain d'innovation démocratique important et le lieu du développement d'un ensemble important de « nouveaux instruments d'action publique », mais aussi de modes nouveaux de production de légitimité. C'est alors intéressant de se questionner sur les aspects communicationnels de cette gestion du temps long, de ce caractère intersectoriel, multi-acteur et multiniveau, mais aussi transnational des controverses environnementales.

Les chapitres qui composent ce volume développent certains des axes et des perspectives que nous venons d'évoquer. Les deux premiers nous plongent dans le secteur agricole français, un univers touché par des tensions liées aux exigences de la transition écologique.

Dans le [chapitre 1](#), François Allard-Huver questionne la médiatisation et la circulation du concept d'*agribashing* et les enjeux sémiopolitiques de son utilisation par une partie des acteurs du monde agricole français, dans un contexte de transition écologique et agricole. Plus précisément, l'auteur interroge, en premier lieu, la manière dont le concept d'*agribashing* a émergé et s'est érigé en véritable formule (Krieg-Planque 2010 ; Simon 2015) servant la défense d'un certain modèle agricole ; puis il observe la médiatisation et la circulation de ce terme, pour questionner, en dernier lieu, en quoi il semble servir à disqualifier les acteurs de la société civile portant un discours critique sur l'agriculture intensive et promouvant la transition écologique. Le corpus s'appuie sur l'étude de la presse quotidienne et régionale française entre 2018 et 2021, tout comme sur l'analyse sémiopolitique des discours d'accompagnement de l'*agribashing* et des formes matérielles de leur inscription dans la sphère publique : rapports, documents officiels et supports de communication produits dans le cadre de la mise en place de la cellule « Déméter », créée au sein de la gendarmerie nationale française pour poursuivre les agressions et intrusions sur les exploitations agricoles. Parler d'*agribashing* revient-il à inscrire les discours sur le changement de modèle agricole et la transition agricole dans un registre comminatoire et agonistique ? La polémique sur les discours critiques et les actions de la société civile à l'encontre d'une partie du monde agricole traduisent-elles des visions de la transition écologique qui s'opposent et que rien ne semble pouvoir réconcilier ?

Le [chapitre 2](#), écrit par Jeanne Pahun, reprend le thème de l'*agribashing*. Pour lutter contre ce supposé désaveu collectif du monde agricole, les représentants hégémoniques du secteur agricole, comme notamment la fédération FNSEA, ont recours à différentes stratégies. L'une d'elles consiste à participer à la construction des politiques alimentaires urbaines en plein essor afin de véhiculer une image positive de l'agriculture auprès des centres urbains, lieux de concentration de la population et de formation de l'opinion. Même si le type d'agriculture soutenue au sein des politiques

alimentaires des villes (exploitation en agriculture biologique, diversifiée, tenue par des néoruraux, comprenant un accueil à la ferme, etc.) s'éloigne du développement agricole promu par la FNSEA et par ses représentants, ces derniers ont un intérêt stratégique à s'y inscrire et à y collaborer. Il s'agit pour eux de travailler à la construction d'une nouvelle image du monde agricole, plus proche des nouvelles attentes citoyennes. Cette stratégie de communication participe de l'établissement d'une « agriculture vitrine » autour des villes qui donne à voir une transformation du secteur agricole alors que celle-ci demeure marginale à l'échelle du territoire national. Ce chapitre s'appuie sur un travail de thèse de science politique portant sur la construction et le déploiement des volets agricoles des politiques alimentaires territoriales, notamment celles des villes et métropoles de Rennes, Montpellier et Strasbourg. Une trentaine d'entretiens menés entre 2017 et 2019 auprès des acteurs clés de ces politiques constituent le matériau empirique de ce travail.

Les trois chapitres suivants permettent de mieux comprendre les tensions qui existent lorsque la transition écologique s'inscrit dans des territoires concrets, où des intérêts et des valeurs différents se croisent et parfois s'entrechoquent, notamment autour de projets de développement.

Dans le [chapitre 3](#), à travers l'analyse d'une quinzaine de projets d'aménagement contestés en Belgique et en France, Bruno Lefèvre montre que les stratégies de territorialisation d'acteurs industriels dans des secteurs aussi variés que le numérique ou les industries de loisirs, soutenues par des décideurs publics, provoquent leur propre remise en cause par la société civile. Des phénomènes de repolitisation des territoires locaux et de leurs acteurs resitent en effet ces projets, présentés initialement comme relativement anecdotiques, dans un ensemble complexe de défis sociaux et environnementaux contemporains. Le sens de ces projets au regard de ces grands enjeux et intégrés à d'autres échelles que le territoire local devient l'objet de conflits idéologiques que les instances de concertation ne parviennent pas à animer. Les discours, les médias, les réseaux sociaux numériques contribuent à rendre visibles ces conflits, à qualifier les habitants et militants, et à permettre des formes de coopération aux échelles nationale et internationale, au profit de rapports de force nouveaux entre société civile et décideurs publics.

Les acteurs de la moyenne montagne française, au travers de leur communication environnementale mettant en avant leur posture de médiateurs, se positionnent de plus en plus comme porteurs d'une transition axée sur les conciliations, les liens. Le [chapitre 4](#), écrit par Amélie Coulbaut-Lazzarini, vise à comprendre comment une telle communication peut permettre de passer d'une perception de crise environnementale, de tension, à la construction d'un futur harmonieux, entre individus, groupes d'individus et acteurs non humains reliés. D'un point de vue méthodologique, les résultats

présentés dans ce chapitre s'appuient d'une part sur une analyse des documents de communication produits ou coproduits par le PNR (parc naturel régional) des Bauges, d'autre part sur des enquêtes de terrain. Les programmes étudiés, portés par des PNR, placent le milieu de la moyenne montagne au cœur des dispositifs de communication environnementale. Les interactions humains/non humains participent de la structuration même des dispositifs de communication, où la capacité à percevoir l'altérité fonde le projet de société envisagé. Les stratégies communicationnelles portées par les acteurs, notamment publics, sur les questions du rapport au vivant relèvent d'explorations de formes de dispositifs permettant de créer du lien entre les publics et l'environnement naturel. Ceux-ci s'orientent non pas sur la tension, mais sur le vivre ensemble, la coopération. Ils s'ancrent sur l'expérience, au sens du philosophe John Dewey, pour explorer les liens. Pour reprendre le cheminement poursuivi dans ce chapitre, il semble que la transition en cause ici relève du passage d'une perspective de croissance continue de nos sociétés occidentales à une perspective de co-évolution systémique équilibrée. L'étude des dispositifs portés par les acteurs évoqués situe la communication environnementale dans une transition paradigmatique où la reliance, en tant que système complexe de liens, devient l'élément central des dynamiques sociétales.

Mikaël Chambru, Cécilia Claeys et Quentin Daveau signent le [chapitre 5](#), dédié à la montagne française. Ce chapitre, en effet, analyse la trajectoire d'un projet de tourisme scientifique comme possible levier de transition territoriale, répondant au double constat de l'essoufflement du modèle de « l'or blanc » et de la précocité montagnarde des signes du changement climatique. Il s'agit de la création d'un espace muséographique au sein du massif du Dévoluy, dans le département des Hautes-Alpes. En s'appuyant sur une enquête de terrain qualitative réalisée en 2019 et 2020, ce chapitre montre en quoi une forme d'innovation territoriale potentiellement écoresponsable basée sur la redynamisation du village historique par la valorisation d'un patrimoine culturel, environnemental et scientifique local glisse vers une stratégie de renforcement d'un tourisme moderniste centré sur la station de ski alpin.

Le [chapitre 6](#), écrit par Catherine Quiroga Cortés, observe un cas de mobilisation numérique, dans le cadre d'une controverse locale liée à l'énergie, où les contenus des médias plus « traditionnels » ont un rôle important. En effet, rejetant le cadrage réalisé par les médias régionaux, les opposants au parc éolien *offshore* en baie de Saint-Brieuc (France) se tournent vers Facebook afin de publiciser leur propre récit de la controverse. Pourtant, au sein des différents espaces de discussion investis sur le réseau social, des contenus issus desdits médias sont mis en circulation. Afin de comprendre la place occupée par le discours médiatique régional dans la construction du cadrage oppositionnel, l'auteur mène une étude comparative des deux discours en s'appuyant sur une analyse textométrique (en utilisant le logiciel IRaMuTeQ). Elle

constate que, malgré un écart significatif dans la manière de raconter les impacts environnementaux du parc et un travail proche du *gatekeeping* opéré par les utilisateurs sur Facebook, le discours médiatique régional semble central dans la valorisation des paroles et des actions contestataires.

Les deux chapitres suivants continuent l'exploration de la mobilisation de différents médias numériques dans le cadre de controverses sur les transitions écologiques.

Le [chapitre 7](#), écrit par Erika Riberi et Pauline Amiel, s'intéresse au rôle démocratique des médias d'information, qui s'imposent comme l'un des acteurs prédominants de l'espace public dans lequel se nouent les controverses sur les transitions écologiques. Il explore plus particulièrement le traitement des transitions par le biais d'un objet médiatique en plein essor – le podcast, et d'une approche particulière : le journalisme de solutions. Pour cela, un corpus de dix podcasts natifs, diffusés entre 2017 et décembre 2021, a été constitué et analysé. Les résultats mis à jour confirment d'abord une forte tendance à la dépolitisation et à l'individualisation de ces enjeux, conformément aux analyses de Jean-Baptiste Comby (Comby 2019). Ils permettent surtout de mettre au jour une troisième dimension particulièrement féconde pour aborder les voies d'action possibles pour œuvrer aux transitions environnementales : la dimension économique. Quatre types de voies d'action combinant plus ou moins les dimensions individuelle, politique et économique sont ainsi distingués dans le corpus : 1) la voie d'action dite d'« inspiration », qui ne repose que sur l'individualisant ; 2) celle combinant l'individualisant et l'économique, qui présente la création individuelle de produits ou d'entreprises en faveur des transitions ; 3) la voie d'action combinant l'individualisant avec une coloration politique plus ou moins forte ; et enfin, 4) une voie d'action qui recouvre toutes les dimensions et fait la synthèse des différentes voies d'action précédentes en présentant l'entreprise comme nouveau lieu de l'intérêt général.

Le but du [chapitre 8](#), écrit par Bi Mathieu Tra, Jean-Claude Domenget et Orélie Desfriches-Doria, est d'éclairer certains obstacles et enjeux méthodologiques rencontrés dans l'étude d'une controverse écologique sur YouTube, celle des feux de forêt d'Amazonie. C'est un chapitre focalisé donc sur la dimension méthodologique : en combinant exploration et représentation par les outils de graphe, approche socio-informatique des controverses (Francis Chateauraynaud) et écrits d'écran (Emmanuel Souchier), les auteurs proposent une solution pour l'étude qualitative des controverses sur YouTube. En partant de cette méthodologie, un *crawl* des liens hypertextuels à l'aide du logiciel Hyphe, pour la période 2019, a permis aux auteurs d'établir une cartographie et une catégorisation des types d'acteurs engagés sur le Web dans les échanges sur les feux de forêt d'Amazonie. Cette opération a aussi permis de constater le rôle clé de la médiation technique dans la coconstruction des interactions, alors

que l'approche socio-informatique permettait de donner des attributs aux acteurs, aux événements clés et de constater une polarisation discursive mettant en opposition différentes opinions autour des feux de forêt d'Amazonie. En partant donc d'une approche structurale des relations, les auteurs aboutissent à une analyse qualitative des forces en présence.

Les trois chapitres qui suivent montrent les résultats d'approches d'analyse des textes et du discours appliquées à des enjeux liés aux controverses sur les transitions écologiques.

L'objectif du [chapitre 9](#), signé par Kimberley Vandenhole, est d'expliquer, données empiriques à l'appui, l'interprétation spécifique de la notion de « transition durable » préconisée par un discours environnemental particulier, celui de l'éco-shaming. Cette interprétation est reconstruite à partir d'une analyse de discours sur 2 155 documents diffusés en Belgique entre 2018 et 2021. Les documents analysés sont des articles de journaux, des questions parlementaires écrites publiées par les Parlements fédéraux, bruxellois, flamand et wallon, et des bulletins d'information de mouvements environnementaux. Tout discours contient des *storylines* qui traitent de trois cadres : les cadres diagnostics, pronostics et motivationnels. Ces cadres correspondent aux trois phases caractérisant une transition : un état donné du système, un processus de changement et un nouvel état du système. Ainsi, en analysant les *storylines* du discours de l'éco-shaming, l'interprétation spécifique de « transition durable » avancée par ce discours est identifiée et décrite. Le chapitre s'achève par une comparaison entre la notion de « transition durable », telle que préconisée par le discours de l'éco-shaming et celle qui est préconisée par d'autres discours environnementaux.

Albin Wagener, auteur du [chapitre 10](#), porte son attention sur les discours concernant la voiture électrique. Au cœur des sujets climatiques sensibles, celui des transports est particulièrement intéressant, dans la mesure où il matérialise des tensions économiques, sociales et culturelles. La voiture électrique n'échappe pas à cette règle et a disposé d'une attention médiatique spécifique, en raison de la controverse humanitaire et écologique concernant la production et le recyclage des batteries. Ce chapitre a pour objectif d'étudier les représentations en circulation dans l'environnement socio-numérique, en réalisant une étude de corpus basée sur la récolte de données textuelles issues de réseaux sociaux comme Facebook, YouTube ou Twitter, grâce à des outils d'aide à l'analyse textuelle.

Le [chapitre 11](#), écrit par Brigitte Sebbah et Natacha Souillard, propose une contribution à la compréhension de la mise en récit des enjeux environnementaux, en « dépliant » ce que la mise à l'agenda médiatique de la notion de « transition écologique » produit en termes de cadrages, et en montrant dans quelle mesure l'analyse

de ces cadrages permet d'éclairer des processus de reformulation ou de requalification des enjeux qui y sont liés, dans un contexte de territorialisation des politiques publiques. Pour investiguer ces questions, les autrices ont conduit une étude contrastive, grâce au logiciel IRaMuTeQ, des cadrages médiatiques dominant de la notion de transition écologique, dans deux types de presse grand public, la presse quotidienne nationale (PQN) et régionale (PQR) française. En trois temps, cette étude questionne d'abord la stabilité et la circulation de la notion, puis ce que recouvre cette notion en termes de cadrages et de sens, avant de questionner l'articulation de ce périmètre de sens avec la dimension du « faire » de l'action publique et politique. Les résultats de cette analyse retracent un périmètre notionnel sensible à la conjoncture sociale et politique, mais dominé par des registres économiques et gestionnaires, entre traitement épisodique et thématique, avec des phénomènes de priorisation. En outre, le traitement médiatique oscille entre deux approches des enjeux écologiques, actualisant, dans la mise en récit de la transition écologique, un phénomène de concurrence plutôt que de véritable convergence entre les paradigmes de durabilité faible et de durabilité forte.

Les deux chapitres suivants mettent l'accent sur l'implication de différents types d'organisations dans la transition et sur les productions discursives qui en résultent.

Le **chapitre 12**, signé par Catherine Loneux et Céline Pascual Espuny, s'interroge sur comment saisir, par le prisme de la communication des acteurs des politiques publiques, des acteurs écologiques, des entreprises, des citoyens, l'articulation entre régulations, construction de la décision, et changements organisationnels. Depuis le printemps 2021, les problématiques environnementales se placent encore plus au premier plan dans les agendas institutionnels européen et français. Marqué par un projet de croissance verte, de transition écologique, d'énergie renouvelable, touchant à des domaines de plus en plus nombreux (automobile, alimentation, agriculture, technologies, etc.), le plan d'action climat français est lancé, reposant sur un « budget vert » et complété par un programme d'investissement d'avenir, et par un plan pour la transition écologique des TPE et PME. Ces évolutions et recompositions proposent un basculement ou au minimum une reconfiguration sociétale vers plus d'écologie, ainsi que des normes nouvelles, et se traduisent par des discours d'accompagnement qui ont attiré l'attention des autrices. Le chapitre se focalise notamment sur des labels, formulés et communiqués dans le cadre de cet activisme étatique, analysés comme expression d'une « normativité » liée à la transition. Ces labels sont observés en mobilisant les « approches communicationnelles des organisations » (ACO).

Le **chapitre 13**, écrit par Jules Dilé-Toustou, synthétise un travail de thèse en sciences de l'information et de la communication portant sur l'investissement du Web par des organisations écologistes. Il se concentre sur les canaux de diffusion des discours écologistes français, soit les sites internet et les réseaux socionumériques (RSN)

dominants (principalement Facebook, Twitter et Instagram). À partir d'une diversité d'organisations représentatives de la nébuleuse écologiste française, il permet de distinguer quelles organisations et, de fait, quels types de discours sont diffusés sur les différentes plateformes du Web. On apprend ainsi que les discours les plus radicaux sont très peu diffusés sur les RSN, mais subsistent *via* les sites internet. Par ailleurs, les discours écologistes les plus modérés sont largement publiés sur les RSN dominants, grâce à l'investissement de ces plateformes par les organisations écologistes contemporaines.

Les deux derniers chapitres nous permettent d'observer de près, du point de vue discursif et communicationnel, les enjeux de la participation et de la sollicitation des citoyens face aux défis écologiques.

Le travail de recherche présenté par Antoine Gaboriau et Catherine Dominguez dans le [chapitre 14](#) analyse les situations d'énonciation dans deux corpus de contributions citoyennes numériques produits en 2020 : les propositions adressées à la Convention citoyenne du climat française et les résultats de la consultation numérique organisée par un collectif de parlementaires français, Le Jour d'Après. Ce travail de recherche est situé dans le domaine de l'analyse du discours, définie en tant qu'analyse de la relation entre texte (les contributions) et contexte (la communauté discursive mise en place par le dispositif). Il cherche à interpréter les régularités de la langue observées dans les contributions des deux consultations citoyennes numériques, et plus précisément la prise en charge de l'énonciation à travers l'analyse du pronom personnel *nous* et du déterminant possessif *notre*. Cette analyse contrastive permet ensuite de préciser les positionnements et finalités spécifiques à ces deux discours. Cela nourrit *in fine* un effort d'interprétation politique des deux corpus.

Le [chapitre 15](#) nous porte en Alsace, où le développement rapide des techniques de géothermie profonde (GP) a entraîné une controverse sociotechnique portant sur l'implantation des centrales, ou des futures centrales, dans des territoires présentant une forte densité de population. Énergie renouvelable non intermittente, la GP présente aussi certains risques, notamment de nature sismique. Dans le cadre de ce chapitre, les auteurs (Cyrille Bodin, Philippe Chavot, Anne Masseran, Yeny Serrano et Jean Zoungrana) nous présentent les résultats d'une série d'entretiens collectifs, de type *focus group*, menés avec les citoyens riverains concernés par ces projets. Ainsi, plus que sur les modalités techniques des projets, la controverse portée par certains résidents, élus locaux ou associations, concerne prioritairement les modalités, largement contre-productives, de la mise en œuvre des politiques publiques de la transition énergétique : une politique de vulgarisation entrave directement la possibilité d'une participation citoyenne. Les auteurs mènent ainsi une réflexion critique sur la nécessité

d'une transition communicationnelle et épistémologique accompagnant, pour les rendre efficaces et socialement responsables, les politiques environnementales.

Les chapitres, ici brièvement introduits et laissés ensuite à l'exploration du lecteur, permettent entre autres, nous l'espérons, de montrer l'importance d'une prise en compte approfondie des aspects communicationnels et discursifs des transitions énergétique et écologique. Ce volume, dans la diversité de ses approches et de ses objets, montre notamment l'utilité d'études situées, qui cherchent à prendre en compte la complexité des situations spécifiques et locales en montrant comment les transitions s'incarnent dans les mondes sociaux, et qui peuvent utilement compléter les travaux plus généraux et globaux. Des analyses approfondies, qui mobilisent les meilleurs outils des sciences humaines et sociales, peuvent être une contribution utile, nous l'espérons, à l'accélération des changements nécessaires pour gérer les défis de notre époque.

Le groupe de recherche « Communication, environnement, science et société »

Ce volume est une expression des activités du groupe d'études et de recherche « Communication, environnement, science et société », qui fait partie de la Société française des sciences de l'information et de la communication (SFSIC). Le groupe est un espace de rencontre et de recherche en communication environnementale, définie par l'Association internationale des chercheurs en communication environnementale (IECA) comme « toutes les diverses formes de communication interpersonnelle, de groupe, publique, organisationnelle et médiatisée qui constituent le débat social sur les problèmes et enjeux environnementaux et notre relation avec le reste de la nature » (notre traduction de l'anglais).

Ce groupe a l'ambition d'offrir un espace ouvert de dialogue entre scientifiques, société et communautés professionnelles pour augmenter le rayonnement de recherches menées sur des thématiques toujours plus prégnantes dans notre société. L'ensemble des chercheurs formant ce groupe souhaite construire des compétences et des savoirs utiles à la « transition écologique » devenue indispensable à l'ère de l'anthropocène. Le périmètre thématique du groupe inclut les différents aspects communicationnels des notions liées aux préoccupations environnementales : l'écologie, le développement durable, la transition écologique, le risque, le discours scientifique et de vulgarisation, la communication scientifique, voire muséale, la mobilisation, les crises, les discours et activités communicationnelles des acteurs publics et privés, marchands et non marchands, au niveau local, national et international, en utilisant tout type de technologie, support et dispositif. Toutes les approches et méthodologies de recherche en sciences de l'information et de la communication peuvent être mobilisées.

Le groupe organise régulièrement des activités scientifiques, et notamment des colloques annuels. Ses activités peuvent être suivies *via* le « cahier de recherche » sur la plateforme hypothèses¹. Le groupe dispose aussi d'une collection sur la plateforme scientifique HAL² et d'un groupe public sur Facebook.

Ce volume fait partie d'une politique de valorisation des recherches réalisées dans le périmètre scientifique du groupe et plus largement sur les thèmes de l'environnement. En effet, comme déjà rappelé, les chapitres qui composent cet ouvrage sont une sélection des interventions présentées pendant le colloque scientifique annuel 2021 du groupe d'études et de recherche, qui était intitulé « Transitions en tension – Controverses et tensions autour des transitions écologiques », et qui a eu lieu à Louvain-la-Neuve en Belgique (voir site web du colloque)³. Chaque chapitre a fait l'objet d'une évaluation par les pairs avant d'être intégré dans ce volume : ce dernier constitue donc un ouvrage original à part entière, et il a l'ambition de faire avancer les connaissances sur les enjeux communicationnels et sociaux des transitions écologique et énergétique.

Bibliographie

- Anderies, J.M. *et al.* (2004). A Framework to Analyze the Robustness of Social-Ecological Systems from an Institutional Perspective. *Ecology and Society*, 9(1) [En ligne]. Disponible à l'adresse : www.jstor.org/stable/26267655 [Consulté le 1^{er} décembre 2020].
- Audet, R. (2014). The double hermeneutic of sustainability transitions. *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 11, 46–49 [En ligne]. Disponible à l'adresse : doi: 10.1016/j.eist.2014.02.001.
- Bernard, F. (2018). Les SIC et l'« anthropocène » : une rencontre épistémique contre nature ?. *Les Cahiers du numérique. Pluralisme épistémologique et conceptuel en information-communication*, 14, 31–66.
- Blanck, J. (2016). Gouverner par le temps. *Gouvernement et action publique*, 5(1), 91–116.
- Boltanski, L., Thévenot, L. (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*. Gallimard, Paris.
- Callon, M., Lascoumes, P., Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain – Essai sur la démocratie technique*. Le Seuil, Paris.

1. <https://comenvironnement.hypotheses.org/>.

2. <https://hal.science/GR-CESS>.

3. <https://transition2021.sciencesconf.org/>.

- Carlino, V. (2018). Temporalités de la controverse sur le nucléaire en Lorraine : Temps « long » des désaccords, temps « infini » des déchets radioactifs. *Questions de communication*, 34(2), 155–172.
- Carlino, V., Stein, M. (dir.) (2019). *Les paroles militantes dans les controverses environnementales. Constructions, légitimations, limites*. PUN-ÉDUL, Nancy.
- Catellani, A. (2009). La communication environnementale interne d'entreprise aujourd'hui : dissémination d'un nouveau « grand récit ». *Communication et organisation*, 36, 178–188.
- Catellani, A., Pascual Espuny, C., Malibabo, P., Jalenques Vigouroux, B.J. (2019). Les recherches en communication environnementale. État des lieux. *Communication*, 36(2) [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org>.
- Catellani, A., Pascual Espuny, C., Malibabo Lavu, P. (2022). Environmental Communication Research in the French-Speaking World. Dans *The Handbook of International Trends in Environmental Communication*, Thakahashi, B. et al. (dir.). Routledge, Londres, 268–284.
- Chabot, P. (2015). *L'âge des transitions*. Presses universitaires de France, Paris.
- Collectif (2020). *Dictionnaire critique de l'anthropocène*. CNRS Éditions, Paris.
- Comby, J.-B. (2019). *Retour sur la dépolitisation des enjeux écologiques. Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants, Fondation Copernic*. La Découverte, Paris, 470–480.
- Garbiès, C., Fabre, I. (2012). Définition et enjeux de la médiation numérique documentaire. Dans *Développer la médiation documentaire numérique*, Galaup, X. (dir.). Presses de l'ENSSIB, Lyon.
- Galaup, X. (2012). Introduction – Mode d'emploi. Dans *Développer la médiation documentaire numérique*, Galaup, X. (dir.). Presses de l'ENSSIB, Villeurbanne.
- GIEC (2001). Changements climatiques 2001. Rapport de synthèse, GIEC, Genève.
- Gilbert, C., Smith, H., Bidwell, D., Smythe, T., Moore, A., McCann, J., Miller, E. (2019). Gatekeeping and Communities in Energy Transition : A Study of the Block Island Wind Farm. *Environmental Communication*, 13(8), 1041–1052 [En ligne]. Disponible à l'adresse : [10.1080/17524032.2018.1561484](https://doi.org/10.1080/17524032.2018.1561484).
- Gouldson, A. (2009). Editorial. Advances in Environmental Policy and Governance. *Environmental Policy and Governance*, 1(1), 1–2.
- Krieg-Planque, A. (2010). La formule « développement durable » : un opérateur de neutralisation de la conflictualité. *Langage et société*, 4, 5–29.

- Lascoumes, P. (1994). *L'Éco-pouvoir. Environnements et politiques*. La Découverte, Paris.
- Lascoumes, P. (2002). De l'utilité des controverses socio-techniques. *Journal International de Bioéthique*, 13, 68 [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://dx.doi.org/10.3917/jib.132.0068>.
- Lascoumes, P. (2010). Controverse. Dans *Dictionnaire des politiques publiques*. Presses de Sciences Po, Paris, 172–179 [En ligne]. Disponible à l'adresse : http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=SCPO_BOUSS_2010_01_0172 [Consulté le 16 juillet 2012].
- Lascoumes, P., Le Galès, P. (2006). *Sociologie de l'action publique*. Armand Colin, Malakoff.
- Latour, B. (2006). *Changer de société, refaire de la sociologie*. La Découverte, Paris.
- Lits, G. (2020). The European Governance of Radioactive Waste. A story of stakeholders' involvement. Dans *EU Environmental Governance: Current and Future Challenges*, Orsini, A., Kavvatha, E. (dir.). Routledge, Londres, 79–97.
- Luyckx, C. (2020). *Écophilosophie. Racines et enjeux philosophiques de la crise écologique*. Académia, Londres.
- Mazur, A. (1981). *The dynamics of technical controversy*. Communications Press, Londres.
- Monnoyer-Smith, L. (2017). Transition numérique et transition écologique. *Annales des Mines – Responsabilité et environnement*, 3(3), 5–7 [En ligne]. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.3917/re1.087.0005>.
- Rosanvallon, P. (2008). *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*. Le Seuil, Paris.
- Simon, J. (2015). Formule, Publictionnaire. *Dictionnaire encyclopédique et critique des publics* [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/formule> [Consulté le 24 janvier 2023].
- Theys, J. (2020). Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé ?. *Développement durable et territoires*, 11(2) [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17468> [Consulté en juillet 2020].
- Wehring, Y. (2020). Stopperons-nous la dégradation de la nature au niveau mondial ?. *La biodiversité entre urgences et complexité*, 100.
- Wüstenhagen, R., Wolsink, M., Bürer, M.J. (2007). Social acceptance of renewable energy innovation : An introduction to the concept. *Energy policy*, 35(5), 2683–2691.